

REGLEMENT DE LA CHAMBRE ARBITRALE INTERNATIONALE FRUITS ET LEGUMES

(établi en application des décrets n°80-354 du 14/05/1980 et n°81-500 du 12/05/1981)

ANNEXE 4

**(Selon décisions prises lors de l'Assemblée Générale du 29.11.2006)
Date entrée en vigueur novembre 2006**

PREAMBULE

La Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits, Légumes et Surgelés dont le siège légal est fixé à Strasbourg, France, (selon décision du 23.12.1982) a pour but le règlement rapide et économique des litiges commerciaux qui peuvent survenir dans le commerce des fruits, légumes et primeurs frais et comestibles ainsi que pour les produits transformés. En outre, elle instruit ou concilie les affaires litigieuses qui lui sont renvoyées par les Tribunaux de droit commun.

Elle est présidée par un Président et un ou deux Vice-Présidents désignés par le Conseil d'Administration de l'Association de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes, conformément à l'article 11 de ses statuts.

La Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes délègue à la Chambre Arbitrale de Paris (Bourse de Commerce n°61, 2, rue de Viarmes, 75040 Paris cedex 01, tél. 01 42 36 99 65, fax : 01 42 36 08 54, courriel : cap@arbitrage.org) l'organisation matérielle des procédures arbitrales.

La mission et les pouvoirs respectifs de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes et de la Chambre Arbitrale de Paris sont précisés par les dispositions qui suivent.

Les modalités d'arbitrage décrites ci-après s'appliquent lorsque les parties sont convenues, soit par un compromis, soit par une clause compromissoire, de régler leurs différends conformément au règlement d'arbitrage de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes.

Dans tous les cas, la saisine de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes emporte de plein droit application à l'arbitrage des dispositions du présent règlement qui forme la convention des parties.

ARTICLE PREMIER : LA STRUCTURE D'ARBITRAGE

a) La Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes

Le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes veille à l'application du règlement et exerce les pouvoirs que celui-ci lui confère. En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par un Vice-Président.

Le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes n'organise pas lui-même les arbitrages. Cette mission est confiée à la Chambre Arbitrale de Paris.

b) La Chambre Arbitrale de Paris

Lorsqu'un litige oppose des parties à un contrat qui mentionne l'application du règlement d'arbitrage de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes en cas de différend,

ou, plus généralement, qui fait référence à l'arbitrage de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes, ce litige est introduit auprès de la Chambre Arbitrale de Paris qui organise l'arbitrage conformément aux présentes règles.

S'agissant de litiges d'un montant limité, sauf avis contraire d'une des parties, les règles applicables sont celles de la Procédure d'Arbitrage Rapide (P.A.R.) figurant en annexe.

Pour chaque litige, le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes constitue, suivant les modalités prévues aux articles 7, 10 et 13, un Tribunal arbitral auquel est confiée la mission d'arbitrer le différend.

La Chambre Arbitrale de Paris assiste le Tribunal arbitral dans sa mission.

c) Les Tribunaux arbitraux

La mission juridictionnelle relève des pouvoirs des Tribunaux arbitraux constitués comme il est dit ci-dessus et qui statuent en leur nom propre.

Les Tribunaux arbitraux sont dispensés de suivre, au cours de leur mission d'arbitrage, les règles établies pour les Tribunaux de droit commun. Toutefois, les principes directeurs du procès énoncés aux articles 4 à 10, 11 (1er aliéna), et 13 à 21 du Nouveau Code de procédure civile français sont applicables à l'instance arbitrale.

Sauf convention écrite contraire, le Tribunal arbitral a les pouvoirs d'amiable compositeur.

Le Tribunal arbitral constitué est, dans chaque espèce dont il est saisi, juge de sa compétence.

ARTICLE 2 : LA DEMANDE D'ARBITRAGE

La demande d'arbitrage doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à la Chambre arbitrale de Paris.

Dans le cas d'une demande d'arbitrage formée auprès du Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes, ce dernier transmet ladite demande au Secrétariat de la Chambre Arbitrale de Paris.

La date d'introduction de la procédure d'arbitrage est, en toute hypothèse, celle de la réception de la demande au Secrétariat de la Chambre Arbitrale de Paris.

La demande d'arbitrage doit contenir :

- les noms, qualités et adresses des parties,
- l'exposé sommaire des faits litigieux et l'objet précis de la demande,
- la clause compromissoire et éventuellement l'état de la convention des parties quant aux modalités de l'arbitrage.

Lorsque la Chambre Arbitrale de Paris est saisie d'une demande d'arbitrage, elle en avise sans retard le (les) défendeur(s) en lui (leur) notifiant une copie de cette demande. Le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes est également destinataire d'une copie de la demande d'arbitrage.

Le (les) défendeur(s) est (sont) invité(s) à transmettre ses (leurs) premières observations sur le litige. Ces observations sont notifiées par le Secrétariat de la Chambre Arbitrale de Paris à la (aux) partie(s) demanderesse(s).

Toute demande reconventionnelle doit être formulée dans les quinze jours suivant la réception de la notification de la demande principale. Le Tribunal arbitral peut refuser de connaître de la

demande reconventionnelle introduite après l'écoulement de ce délai s'il estime que son examen est de nature à retarder l'instruction de la demande principale ou la solution de celle-ci.

ARTICLE 3 : DEPOT DES PIECES ET CONCLUSIONS

Les parties doivent se notifier mutuellement leur dossier par lettre recommandée avec accusé de réception et le déposer en autant d'exemplaires qu'il y a d'arbitres dans le Tribunal arbitral, plus un pour la Chambre Arbitrale de Paris.

Dès que l'affaire est citée, conformément aux dispositions de l'article 4, et au plus tard huit jours avant la date d'audience indiquée dans la citation, le défendeur doit déposer ses dernières écritures et pièces dont il entend faire état aux débats.

Toute communication tardive peut, en cas de contestation justifiée, être écartée des débats par le Tribunal arbitral.

Les pièces rédigées en langues étrangères devront être assorties d'une traduction en langue française. Toutefois, le Président de la Chambre Arbitrale Internationale des Fruits et Légumes peut décider d'admettre que ces pièces soient rédigées en langue anglaise ou en langue allemande.

Aucune communication, de quelque nature qu'elle soit, ne doit être faite directement aux arbitres.

ARTICLE 4 : CITATIONS

La Chambre Arbitrale de Paris invite les parties à se présenter devant le Tribunal arbitral du premier degré au jour et heure fixés par elle, dès que le demandeur a procédé à la consignation des frais d'arbitrage et au dépôt des pièces, documents, observations ou conclusions constituant l'affaire en état d'être jugée.

Au second degré, la citation de l'affaire intervient après régularisation des frais d'arbitrage dans le délai imparti.

La convocation établie par le Secrétariat de la Chambre Arbitrale de Paris est expédiée en forme recommandée avec accusé de réception au moins quinze jours avant la date de l'audience.

ARTICLE 5 : LES ARBITRES

Les organisations professionnelles membres de l'Association de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes désignent pour chaque pays 10 à 30 arbitres parmi leurs adhérents. Ceux-ci sont inscrits sur la liste des arbitres. Le Président peut, s'il le juge utile, déroger à cette règle.

Les groupements nationaux qui nomment les arbitres peuvent relever de leurs fonctions ceux qui auraient commis des manquements graves aux devoirs de leur charge.

Les arbitres de nationalité de l'un des pays membres de l'Union Européenne ou non, doivent jouir de la plénitude de leurs droits civils et exercer ou avoir exercé, à titre professionnel, une fonction commerciale ou juridique ou des responsabilités dans une organisation du secteur Fruits et Légumes.

Quel que soit le mode de leur désignation, les arbitres sont des juges, nantis de tous les droits et devoirs qui s'appliquent à cette fonction. En aucun cas, ils n'agissent et ne peuvent intervenir comme représentants des parties.

Les Tribunaux arbitraux sont composés d'arbitres nommés suivant les modalités prévues aux articles 7, 10 et 13.

ARTICLE 6 : EMPECHEMENT, REVOCATION, RECUSATION, REMPLACEMENT

L'arbitre désigné fait connaître à la Chambre Arbitrale de Paris, avant l'acceptation de ses fonctions, les circonstances qui lui paraîtraient de nature à affecter son indépendance. Celle-ci en fait communication aux parties. En ce cas, l'arbitre ne peut accepter ses fonctions qu'avec l'accord unanime des parties.

Un arbitre peut être récusé pour les mêmes motifs qu'un juge. Il doit notamment être ni parent, ni allié des parties, ni directement intéressé à la solution du litige.

La récusation d'un arbitre ne peut être demandée pour une cause antérieure à sa désignation que dans les quinze jours qui suivent la notification de celle-ci. Après ce délai, il ne peut être récusé que pour une cause qui serait révélée ou serait survenue depuis sa désignation.

Le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes est saisi par la Chambre arbitrale de Paris de la demande de récusation et se prononce souverainement sur celle-ci sans être tenu de motiver sa décision.

Si la récusation d'un arbitre est admise, de même qu'en cas de décès, de refus, d'abstention, d'empêchement de toute nature ou en cas de révocation de l'un des arbitres faisant partie d'un tribunal, le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes procède d'autorité à son remplacement.

Si un arbitre fait défaut à l'audience, il peut immédiatement être remplacé par un autre arbitre désigné par le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes ou, à défaut, par le Président du Tribunal Arbitral et ce même en dehors de la liste des arbitres à condition qu'il offre la qualité requise.

ARTICLE 7 : TRIBUNAL ARBITRAL DU PREMIER DEGRE

Le litige est porté devant un Tribunal arbitral dit du premier degré composé de trois membres désignés par le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes, sur la liste des arbitres ou en dehors de la liste si le Président le juge utile.

Le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes désigne, parmi ces trois membres, le Président du Tribunal arbitral.

Chacune des parties a la faculté d'obtenir le remplacement d'un des arbitres ainsi nommés dans les quinze jours suivant la réception de la notification de la composition du Tribunal arbitral.

ARTICLE 8 : PROJET DE SENTENCE

Si, au cours de l'instance, les parties présentes ou représentées ne se concilient pas, le Tribunal arbitral émet à la majorité des voix un projet de sentence.

Ce projet de sentence comporte le nom des arbitres et du secrétaire de séance, un exposé succinct des moyens des parties, de leurs prétentions respectives et des faits, les motifs de la décision et l'énoncé des condamnations.

La minute en est signée par tous les arbitres, sauf refus d'une minorité qui est alors mentionné, et par le secrétaire de séance.

Une copie certifiée conforme du projet de sentence est notifiée aux parties par la Chambre arbitrale.

Le projet de sentence dessaisit les arbitres constituant le Tribunal arbitral du premier degré.

ARTICLE 9 : CONTESTATION DU PROJET DE SENTENCE

Si, dans le délai de quinze jours qui suit la date de réception de notification du projet de sentence, la Chambre Arbitrale de Paris n'a pas reçu avis écrit d'une demande d'examen au second degré, le projet de sentence est transformé en sentence sur la simple requête de l'une des parties et notification en est faite aux intéressés.

Le retrait d'une demande d'examen au second degré par une partie, ou le non accomplissement par elle dans les délais prescrits des formalités prévues à l'article 20, ouvre à l'autre partie un nouveau délai de huit jours, après notification, pour solliciter éventuellement l'examen au second degré.

ARTICLE 10 : TRIBUNAL ARBITRAL DU SECOND DEGRE

Si la Chambre Arbitrale de Paris reçoit, dans le délai de quinze jours prévu à l'article 9, une demande d'examen au second degré, elle constitue un deuxième Tribunal arbitral composé de trois membres, nommés par le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes.

Le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes désigne, parmi ces trois membres, le Président du Tribunal arbitral.

Les membres du Tribunal arbitral du premier degré ne peuvent, dans un même différend, siéger dans un Tribunal arbitral du second degré.

Chacune des parties a la faculté d'obtenir le remplacement d'un des arbitres ainsi nommés dans les quinze jours suivant la réception de la notification de la composition du Tribunal arbitral.

ARTICLE 11 : EFFET DEVOLUTIF

La demande d'examen au second degré défère au Tribunal arbitral constitué selon les modalités de l'article 10 la connaissance de l'ensemble du litige sur lequel il statue à nouveau.

Au cas d'un examen du litige au second degré, la sentence à intervenir sera considérée comme la seule sentence rendue en la cause.

ARTICLE 12 : SENTENCE DU SECOND DEGRE

La sentence est rendue à la majorité des voix du Tribunal arbitral du second degré.

Elle comporte le nom des arbitres et du secrétaire de séance, un exposé succinct des moyens des parties, de leurs prétentions respectives et des faits, les motifs de la décision et l'énoncé des condamnations.

La minute en est signée par tous les arbitres du Tribunal du second degré, sauf refus d'une minorité qui est alors mentionné et par le secrétaire de séance.

Une copie certifiée conforme de la sentence est notifiée aux parties par la Chambre arbitrale.

La sentence dessaisit les arbitres constituant le Tribunal arbitral du second degré.

Quelque soit le lieu où le Tribunal arbitral a tenu son audience, la sentence est toujours réputée avoir été rendue dans le ressort du Tribunal de grande instance de Paris au sens des dispositions de l'article 1477 du nouveau Code de procédure civile et dans le ressort de la Cour d'appel de Paris au sens des dispositions des articles 1486 et 1505 du nouveau Code de procédure civile.

ARTICLE 13 : URGENCE

Une procédure d'urgence peut être organisée, sur requête motivée du demandeur, par décision du Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes.

Peuvent être déclarées urgentes:

- les contestations ayant pour objet des marchandises périssables ou sensibles aux variations atmosphériques,
- les contestations portant sur des marchandises sujettes à de brusques fluctuations de cours ou grevées de frais de stationnement ou de magasinage,
- les demandes contre un débiteur présumé en état d'insolvabilité,
- les demandes ayant pour but d'obtenir l'exécution d'une transaction conclue devant la Chambre Arbitrale, et en général toutes demandes exigeant une solution immédiate, en raison de sa nature même.

Dans le cas où la procédure d'urgence est refusée, la demande est instruite selon la procédure ordinaire.

Dans le cas où la procédure d'urgence est retenue, l'arbitrage a lieu aussi promptement que possible et la Chambre arbitrale de Paris fixe, par dérogation à toutes autres dispositions du présent règlement, les délais dans lesquels les formalités d'arbitrage doivent être accomplies, en particulier les délais dans lesquels doivent être déposés au Secrétariat les pièces, documents et conclusions des parties.

Sauf les cas entrant dans la procédure P.A.R, le Tribunal arbitral statuant en procédure d'urgence est composé de trois membres nommés comme il est dit à l'article 7.

La sentence, rendue à la majorité des voix du Tribunal arbitral statuant en procédure d'urgence, est définitive.

ARTICLE 14 : COMPARUTION ET REPRESENTATION

Les parties peuvent comparaître en personne ou par mandataire. Elles peuvent être assistées de conseils.

Si le défendeur, régulièrement cité par lettre recommandée avec accusé de réception, ne comparaît pas ou ne se fait pas représenter, ou n'a produit aucune pièce ou aucune argumentation, le Tribunal arbitral peut procéder à l'arbitrage, en se fondant sur les éléments dont il dispose. Il en va de même à l'encontre du demandeur ou de toute autre partie qui pourrait être visée par une demande incidente.

ARTICLE 15 : TENUE ET DEROULEMENT DES AUDIENCES

Les audiences ont lieu normalement dans les locaux de la Chambre Arbitrale de Paris. Cependant, pour diverses raisons, les audiences peuvent se tenir ailleurs. Les parties sont libres de faire des propositions dont la décision relève en dernier ressort du Président de la Chambre Arbitrale Internationale des Fruits et Légumes. Dans ce cas, la partie à l'instance qui aura demandé que l'audience se tienne en un autre lieu, supportera les frais de déplacement du

Tribunal Arbitral.. La sentence prononcée est toujours réputée être rendue à Paris, comme il est dit à l'article 12.

Le Président du Tribunal arbitral peut prendre, avant ou pendant la séance d'arbitrage, toutes dispositions propres à assurer la bonne tenue et la rapidité des débats.

Les débats sont secrets et contradictoires. Ils se déroulent généralement en français. Mais, si l'arbitrage le nécessite, le Président de la Chambre Arbitrale Internationale des Fruits et Légumes peut décider que les débats se déroulent dans une autre langue.

A moins qu'il ne déclare la cause continuée à une prochaine audience, le Président du Tribunal arbitral prononce, à la fin de l'audience, la clôture des débats et la mise en délibéré. Dès ce moment, aucune demande ne peut être formée ni aucun moyen soulevé. De même, aucune observation ne peut être présentée ni aucune pièce produite, si ce n'est à la demande du Tribunal arbitral.

ARTICLE 16 : MESURES D'INSTRUCTION

Le Tribunal arbitral a pour la recherche des éléments d'appréciation les pouvoirs les plus larges.

Il peut ainsi inviter les parties à fournir des explications de fait, leur enjoindre de produire un élément de preuve ou demander, même d'office, la production de tous documents détenus par des tiers s'il n'existe pas d'empêchement légitime.

Il peut également et de manière générale ordonner toutes mesures d'instruction qu'il jugerait utiles, les parties étant tenues d'apporter leur concours aux dites mesures, sauf aux arbitres à tirer les conséquences d'une abstention ou d'un refus.

Au cas où une enquête s'avère nécessaire, le Tribunal arbitral charge l'un de ses membres de procéder à l'audition des témoins ou à une descente sur les lieux. L'arbitre chargé de l'enquête sera assisté du secrétaire. Il peut se déplacer au domicile du témoin ou à tout autre endroit ou convoquer le témoin au siège de la juridiction.

Le Tribunal arbitral peut enfin décider de toute consultation de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 17 : REMISE D'AUDIENCE - PENALITES

L'affaire appelée en première audience peut, si une partie le demande, être renvoyée à une date ultérieure, en accord avec le Président du Tribunal arbitral.

Cette demande de renvoi doit être formulée au plus tard huit jours avant la date fixée pour l'audience, sauf cas particuliers sur lesquels le Tribunal arbitral sera appelé à statuer.

Le Président du Tribunal arbitral apprécie le caractère légitime ou non de toute nouvelle demande de remise d'audience présentée par les parties.

Si la solution d'un litige est indûment retardée du fait de l'une des parties, le droit prélevé pour la remise de l'examen du différend à une autre séance est fixé par le Tribunal arbitral et il est supporté définitivement par la partie qui a été la cause de la remise.

ARTICLE 18 : DELAI D'ARBITRAGE

Les sentences sont rendues dans un délai de six mois à compter du procès-verbal par lequel le Tribunal arbitral constate sa saisine.

Le délai conventionnel de six mois prévu par le présent article peut être prorogé, soit par accord des parties, soit à la demande de l'une d'elles ou du Tribunal arbitral par le Président du Tribunal de grande instance de Paris.

Le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes peut, à son initiative et s'il l'estime nécessaire proroger la mission du Tribunal arbitral et notification de cette décision est faite aux arbitres et aux parties..

ARTICLE 19 : DELAIS DE DISTANCE

Quand l'une au moins des parties réside hors de France, les différents délais prévus aux articles 4, 9 (alinéa 1) et 10 (alinéa 1) sont prorogés comme suit :

- Etats membres de la l'Union Européenne : sept jours ;
- autres pays : quinze jours.

ARTICLE 20 : FRAIS D'ARBITRAGE

Le demandeur est garant de tous les frais d'arbitrage quels qu'ils soient, et il est tenu de les verser, par provision, à la Chambre Arbitrale de Paris dès que celle-ci l'exige. A défaut du versement de la provision dans le délai fixé par la Chambre, la demande d'arbitrage est tenue pour retirée.

Au cas où indépendamment de la demande principale, une ou plusieurs demandes reconventionnelles seraient formées, la Chambre Arbitrale de Paris fixe des provisions distinctes pour la ou les demandes reconventionnelles ou incidentes.

Les frais provisionnels d'arbitrage sont déterminés à proportion des sommes réclamées, conformément au barème des frais d'arbitrage établi au début de chaque année civile par la Chambre Arbitrale de Paris auquel s'ajoutent les frais de déplacement des arbitres.

Les frais d'arbitrage pour l'examen d'une affaire au second degré sont fixés à une fois et demie ceux perçus pour la demande principale au premier degré sur laquelle il a été statué (hors frais de déplacement), augmentés de ceux résultant d'une demande reconventionnelle éventuelle formée par le ou les défendeur(s) au premier degré.

Les frais d'arbitrage en matière de procédure d'urgence (article 13) sont fixés à une fois et demie ceux qui auraient été appliqués pour un premier degré en procédure ordinaire.

Lorsqu'une partie oppose à une demande une exception de compensation, celle-ci est prise en compte pour le calcul de la provision pour frais d'arbitrage au même titre qu'une demande distincte, dès lors qu'elle est susceptible d'entraîner l'examen de questions supplémentaires par le Tribunal arbitral.

Si les circonstances de l'espèce le rendent nécessaire, le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes, en accord avec le Président de la Chambre Arbitrale de Paris, peut fixer exceptionnellement les frais d'arbitrage à un montant supérieur ou inférieur à celui qui résulte de l'application du barème.

Le Tribunal arbitral statue sur les frais d'arbitrage et en fait la répartition.

Si le demandeur se désiste avant toute convocation du Tribunal arbitral ou si le Tribunal arbitral décline les fonctions d'arbitre, la provision est remboursée déduction faite, cependant, des frais

déjà supportés par la Chambre. En cas de désistement, la provision est entièrement acquise à la Chambre Arbitrale de Paris si l'affaire a fait l'objet d'une citation.

ARTICLE 21 : EXECUTION DES SENTENCES

Il appartient aux parties de faire exécuter les sentences.

Toutefois, à la demande de l'une ou l'autre des parties, les sentences peuvent être déposées par la Chambre Arbitrale de Paris ou par toute personne qu'elle se substitue, au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris afin de procéder aux formalités préalables à leur exécution forcée conformément à la loi.

A défaut d'exécution de la sentence par la ou les parties condamnées, dans le délai de trois mois à compter de sa notification, le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes peut, après avoir entendu la ou les parties récalcitrantes, ordonner, aux frais de cette ou de ces dernières, la publication de la sentence dans une ou plusieurs revues professionnelles et/ou dans le rapport d'activité annuel.

ARTICLE 22 : VOIES DE RECOURS

Les sentences sont rendues en dernier ressort, sans autre recours que celui en annulation.

L'application du présent règlement implique que les parties renoncent à ce que la juridiction d'appel de droit commun statue sur le fond si la sentence en cause est annulée.

En cas d'annulation de la sentence, le litige est à nouveau porté devant la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes à la demande de l'une ou de l'autre des parties. La nouvelle procédure est engagée et poursuivie selon les modalités du présent règlement d'arbitrage.

ARTICLE 23 : EXCLUSION DE RESPONSABILITE

La responsabilité des arbitres, de la Chambre Arbitrale Internationale des Fruits et Légumes, ou de la Chambre Arbitrale de Paris, ne peut, en aucun cas, être engagée pour des faits, actes ou omissions en liaison avec un arbitrage.

ARTICLE 24 : DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est applicable à toute instance arbitrale introduite à compter du 1er mars 2006.

Paris le 25 janvier 2006

A N N E X E

REGLES DE PROCEDURE P.A.R.

PROCEDURE D'ARBITRAGE RAPIDE

(en application de l'article 1.b alinéa 2 du règlement de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes)

(en vigueur le 1^{er} mars 2006)

Article 1 - PRELIMINAIRE

La procédure P.A.R. est mise en œuvre pour tout arbitrage dont le montant en principal est inférieur ou égal à 10.000 Euros ou la contre-valeur en devise au jour de la demande d'arbitrage (hors frais et dépens d'arbitrage).

Cette procédure complète le règlement d'arbitrage de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes dont les dispositions non contraires aux présentes règles demeurent applicables.

Les délais visés dans les dispositions qui suivent sont exprimés en jours calendaires.

Article 2 - LA DEMANDE D'ARBITRAGE

La demande d'arbitrage, établie sur formulaire spécial, doit être remise ou adressée au Secrétariat de la Chambre Arbitrale de Paris en double exemplaire et transmise simultanément à la contrepartie par la voie d'acheminement la plus rapide.

Toute demande doit être accompagnée de la somme requise pour l'organisation de la procédure P.A.R. conformément aux dispositions de l'article 7 des présentes règles.

La demande contient :

- les noms et adresses des parties ;
- l'indication précise des prétentions et du fondement de celles-ci ;
- la confirmation de la transmission de la demande au défendeur, indiquant le moyen par lequel elle a été faite, et comportant tout justificatif utile.

Elle doit être impérativement accompagnée des documents justificatifs et d'une copie de la convention ayant donné naissance au litige et faisant mention de la clause compromissoire.

La Chambre Arbitrale de Paris notifie au défendeur le dossier déposé par le demandeur en indiquant la date à laquelle le Tribunal Arbitral examinera la cause.

Le demandeur est également informé de la composition du Tribunal arbitral et la date de l'examen de la cause.

Toute demande reconventionnelle, pour être recevable doit être formée dans les 10 jours de la notification de la demande d'arbitrage. Passé ce délai, le Secrétariat invite le demandeur reconventionnel à se pourvoir à titre principal dans le cadre d'une procédure d'arbitrage indépendante de la procédure en cours.

Article 3 - CONSTITUTION DU TRIBUNAL ARBITRAL DU PREMIER DEGRE

Le litige est porté devant un Tribunal arbitral, dit du premier degré, composé d'un arbitre unique désigné par le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes.

La récusation de l'arbitre ne peut être demandée pour une cause antérieure à sa désignation que dans les 5 jours qui suivent la notification de celle-ci. Après ce délai, il ne peut être récusé que pour une cause qui serait révélée ou serait survenue depuis sa désignation.

Article 4 – EXAMEN DE LA CAUSE DU PREMIER DEGRE

Le Tribunal arbitral du premier degré statue en amiable composition et, sauf décision contraire de sa part, sur pièces.

Aucune pièce ou note complémentaire ne peut être déposée par le demandeur entre sa demande d'arbitrage et la date à laquelle le Tribunal arbitral examine la cause, excepté en réponse à une demande reconventionnelle formée dans le délai visé à l'article 2. Dans ce cas, le défendeur reconventionnel (demandeur à l'instance) peut produire un dossier en réponse à la demande reconventionnelle jusqu'au jour où le Tribunal arbitral examine la cause

Le défendeur est invité à déposer au secrétariat son dossier en double exemplaires au plus tard cinq jours avant la date d'examen de la cause qui lui aura été notifiée.

Les pièces sont déposées en original ou en copie. Dans ce dernier cas, les originaux doivent pouvoir être produits à la demande du Tribunal arbitral.

A la demande des parties, de l'une d'entre elles ou d'office, le Tribunal arbitral peut inviter les parties à comparaître devant lui au jour et heure qu'il fixe.

Article 5 – PROJET DE SENTENCE

Le Tribunal arbitral du premier degré émet un projet de sentence.

Une copie certifiée conforme du projet de sentence est notifiée aux parties par la Chambre Arbitrale de Paris.

Le projet de sentence dessaisit le Tribunal arbitral du premier degré.

Article 6 – TRIBUNAL ARBITRAL DU SECOND DEGRÉ

Si la Chambre arbitrale reçoit, dans le délai de quinze jours qui suit la date de réception de notification du projet de sentence, une demande d'examen au second degré, elle constitue un deuxième tribunal arbitral composé de trois membres.

Les trois membres du Tribunal arbitral du second degré P.A.R. sont nommés conformément aux dispositions prévues à l'article 10 du règlement d'arbitrage de la C.A.I.F.L.

Le Tribunal arbitral du second degré entend les parties conformément aux articles 14 et 15 du règlement d'arbitrage de la C.A.I.F.L.

Article 7 – SENTENCE

Le Tribunal arbitral du second degré, après avoir entendu les parties, statue en qualité d'amiable compositeur et définitivement sur le litige par une sentence rendue à la majorité des voix.

Article 8 - DELAIS D'ARBITRAGE

La durée de la mission du Tribunal arbitral statuant en procédure P.A.R. au premier degré est d'un mois à compter de la date du procès-verbal constatant l'acceptation de sa mission.

Au second degré, les sentences sont rendues dans un délai de quatre mois à compter du procès-verbal par lequel le Tribunal arbitral constate sa saisine.

Les délais conventionnels prévus par le présent article peuvent être prorogés, soit par accord des parties, soit, à la demande de l'une d'elles ou du Tribunal arbitral, par le Président du Tribunal de grande instance de Paris.

Par délégation des parties, découlant de l'application des présentes Règles, le Président de la Chambre Arbitrale Internationale pour les Fruits et Légumes peut, à sa seule initiative, proroger la mission du Tribunal arbitral.

Article 9 - FRAIS

Le montant des frais au premier degré, à consigner par la partie demanderesse à titre principal et/ou reconventionnel, est calculé selon un barème spécial annexé aux présentes règles.

Les frais d'arbitrage pour l'examen d'une affaire au second degré sont le double de ceux qui auraient été appliqués pour un premier degré en procédure P.A.R..

Les frais versés à titre principal et/ou reconventionnel sont définitivement et entièrement acquis à la Chambre Arbitrale de Paris au jour de l'enregistrement de la demande d'arbitrage et ce, quelle que soit l'issue de la procédure ou si le demandeur se désiste pour quelque raison que ce soit.

Le Tribunal statue sur la charge et le cas échéant la répartition desdits frais.

MODELE DE CLAUSE COMPROMISSOIRE

Toute contestation survenant à l'occasion du présent contrat sera résolue par la CHAMBRE ARBITRALE INTERNATIONALE POUR LES FRUITS ET LEGUMES (c/o Chambre Arbitrale de Paris, 61, Bourse de Commerce, 2, rue de Viarmes, 75040 Paris cedex 01, tél : 01.42.36.99.65, fax : 01.42.36.08.54, e-mail : cap@arbitrage.org), conformément aux dispositions de son règlement.

MODELE DE COMPROMIS D'ARBITRAGE

Entre les soussigné(e)s :

La société X... (*raison sociale et adresse*).

La société Y... (*raison sociale et adresse*).

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

(Exposer sommairement les faits donnant lieu à litige et d'une manière très précise l'objet même du litige. Si les parties ne peuvent convenir d'un exposé conjoint, chaque partie devra alors exposer sa propre version du litige).

En conséquence, les parties sont convenues par le présent compromis d'arbitrage de soumettre ce litige à la CHAMBRE ARBITRALE INTERNATIONALE POUR LES FRUITS ET LEGUMES (C/o Chambre Arbitrale de Paris, 61, Bourse de Commerce, 2, rue de Viarmes, 75040 Paris cedex 01, tél : 01.42.36.99.65, fax : 01.42.36.08.54, e-mail : cap@arbitrage.org), conformément aux dispositions de son règlement.

Les arbitres auront à résoudre les points suivants :

(préciser nettement la mission des arbitres)

Sur la demande la société X...

Sur la demande la société Y...

Fait en trois exemplaires
à Paris le

Signature de chaque partie.